

programme d'aide internationale au développement ou de prêts de faveur. Les investissements directs, qui ont augmenté de 15% pour se chiffrer à \$1,929 millions à la fin de 1973, ont continué de représenter la plus grande part, soit 40%, des avoirs canadiens dans tous les autres pays. Cependant, les crédits à l'exportation consentis directement ou indirectement aux risques du gouvernement du Canada ont considérablement augmenté et forment un élément important des avoirs canadiens dans ce groupe de pays. Les placements divers, constitués surtout de crédits à l'exportation, ont progressé de 19% pour atteindre \$1,559 millions.

Les avoirs monétaires officiels nets, les autres avoirs canadiens à court terme en devises et les effets à court terme à recevoir ont globalement progressé à \$16.4 milliards, et représentaient la moitié des avoirs bruts à la fin de 1973 (tableau 21.32).

### 21.5.2 Engagements envers l'étranger

A la fin de 1971, les engagements bruts du Canada envers l'étranger se chiffraient à \$64.6 milliards. Les investissements à long terme des non-résidents représentaient 90% ou \$58.1 milliards de ce total. Les investissements directs (investissements dans des entreprises canadiennes par le pays étranger de contrôle) se sont élevés à \$32.8 millions, justifiant de 57% de tous les investissements à long terme des non-résidents au Canada. Les investissements étrangers directs au Canada se sont accrus de 11% en 1973, ce qui représente une nette augmentation sur les deux années précédentes où l'accroissement n'avait été que de 6%. La faible augmentation en 1971 et 1972 s'expliquait par le reclassement de grandes entreprises auparavant sous le contrôle des États-Unis, qui sont passées sous contrôle canadien par suite de changements dans la composition des actionnaires. Les avoirs des non-résidents sous forme d'obligations du gouvernement ont augmenté de 5% pour se chiffrer à \$9.9 milliards, tandis que les avoirs sous forme d'autres titres canadiens se sont accrus de \$0.8 milliard pour s'établir à \$8.6 milliards.

Traditionnellement le Canada dépend largement de sources extérieures de capitaux pour son développement économique. Pendant la période de croissance exceptionnelle qui a précédé la Première Guerre mondiale, les investissements des non-résidents étaient très élevés et provenaient principalement du Royaume-Uni. Toutefois, au cours de la première partie de l'entre-deux-guerres, les États-Unis sont devenus la principale source extérieure de capitaux si bien que la dette internationale envers les États-Unis a fini par dépasser celle envers le Royaume-Uni. L'augmentation des investissements américains au Canada a été particulièrement marquée durant l'essor de l'exploitation des ressources après la Seconde Guerre mondiale. A la fin de 1973, les investissements à long terme des États-Unis au Canada, évalués à \$42.1 milliards, intervenaient pour environ 77% de tous les investissements à long terme des non-résidents (tableau 21.34). Ce chiffre demeure toutefois inférieur au sommet d'environ 81% enregistré en 1967. Approximativement 62% des investissements américains à la fin de 1973 étaient sous forme d'investissements directs, tandis que 18% ou \$7.5 milliards étaient placés dans des obligations du gouvernement. Les investissements à long terme du Royaume-Uni au Canada s'élevaient à \$5.0 milliards à la fin de 1973. Proportionnellement à l'ensemble des investissements des non-résidents au Canada, la part du Royaume-Uni était de 9%, bien au-dessous des 36% atteints à la fin de 1939 avant les rapatriements imposés par la guerre. Après le creux de 1948, la valeur des investissements du Royaume-Uni au Canada a augmenté chaque année jusqu'en 1962. Elle a fléchi légèrement en 1963 par suite du rapatriement des investissements dans les sociétés ferroviaires (au Canada) et des prises de contrôle d'autres services publics par les provinces; depuis, elle a légèrement remonté.

Les investissements à long terme des résidents de pays autres que les États-Unis et le Royaume-Uni se chiffraient à \$7.5 milliards à la fin de 1973. Le taux de